



LE QUOTIDIEN DE PARIS
 Apparaissant depuis 1947

Franc-Tireur

A L'AVANT-GARDE DE LA REPUBLIQUE X

Dernière Edition de Paris

Et hop! Nous voilà
 repartis
 ...du pied gauche.

7^e ANNÉE — NUMERO 792 VENDREDI 17 JANVIER 1947 PRIX : 4 FRANCS

ELU PAR 452 VOIX SUR 883 VOTANTS

VINCENT AURIOL, président de la République a reçu la démission de Léon Blum

**CE MATIN, A L'ÉLYSÉE
 PREMIÈRES CONSULTATIONS
 pour la formation
 du nouveau gouvernement
 MARDI PROCHAIN, ELECTION
 DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE**

La IV^e démarre

FT Vincent Auriol est entré à l'Élysée. Son élection constitue un beau succès pour la gauche et aussi une démonstration significative de la volonté de rassemblement des parlementaires républicains.

La réaction en aura été pour ses meneurs. En vain les stratèges du Rassemblement des Gauches auront-ils présenté l'honorable et vaillant M. Gasset afin de favoriser la dispersion des voix au premier tour et permettre, pour les autres tours, un regroupement autour du candidat de la droite, souagement tenu en réserve.

« Résultat acquis de justesse, disaient hier, en eschant mal leur dépit, Auriol doit son élection aux amis qu'il a dans d'autres partis que le sien. » Comment donc, messieurs ! Il s'agit de jeter un coup d'œil sur les résultats du scrutin pour con-



LA CRISE EST OUVERTE

Il faut former un gouvernement et élire le président de l'Assemblée

VINCENT AURIOL, 61 ans, élu pour la première fois à la présidence de la République.



C'est lui, en présence du bureau du Parlement, qui vient de lui conférer les pouvoirs, Vincent Auriol reçoit l'accolade de Léon Blum. — A gauche : le Président de la République a reçu l'investiture. Il gagne la voiture qui le conduira à l'Élysée.

JE REVIENS D'INDOCHINE

Dans Saigon en état de siège d'Argenlieu donne un grand banquet

LE NOUVEAU REGIME DE L'ESSENCE

104. Le liban pour le secteur

Les contraintes de la Libération

Jean-Pierre RIOUX

On ne le répétera, me semble-t-il, jamais assez : la France des lendemains de la Libération est le seul pays d'Europe Occidentale à recevoir de plein fouet tous les grands chocs qui disloquent ou mobilisent économies et sociétés de l'après-guerre (1). En posant ce constat rétrospectif, il ne s'agit pas d'absoudre les impuissants ou de valoriser les impatients, mais d'enregistrer objectivement la monotonie des épreuves, de mesurer aussi le décalage entre leur poids réel et la conscience qu'en eurent les décideurs et les acteurs du jeu économique, social et politique. Une guerre qui s'éternise, avec son cortège de ruines physiques et morales, un système monétaire né à Bretton Woods qui rend puissants les seuls possesseurs de dollars, un conflit militaire à si forte charge idéologique - collaboration d'un côté, anti-fascisme de l'autre - et économique - occupation, pillage et gestion autoritaire de la pénurie - qu'il a fait lever des germes vivaces de guerre civile, une société qui s'installe à tâtons dans l'ère des masses et des organisateurs : la France partage le lot commun des pays d'une Europe exsangue. Qu'elle doive affronter de surcroît, et sans solution de continuité, les deux lames de fond qui bousculent bientôt le monde sis sur béquilles à Yalta et à Potsdam, la décolonisation et la guerre froide, donne une tragique singularité à son histoire. Sous quelque angle qu'on examine ces années-là - recherche d'une politique extérieure, construction d'une République nouvelle ou jeu des forces sociales - surgit à chaque pas cette accablante accumulation de contraintes qui freine les ardeurs et prolonge les vieux travers. Ceux qui voulaient alors infléchir le cours des choses et faire du changement une politique durent affronter, convenons-en, des circonstances non seulement exceptionnelles dans l'histoire d'une nation, mais imprévues dans leur expression comme dans leurs conséquences.

1. Un vainqueur "groggy"

Alliée à part entière, la France reçoit la reddition du Reich le 8 mai 1945 : les humiliations de 1940 sont lavées. Et les Français, visiblement, si l'on en croit les sondages, retrouvent quelque appétit de grandeur : 64 % d'entre eux pensent dès décembre 1944 que leur pays a retrouvé son rang de grande puissance, 67 % en mars 1945 convoitent la rive gauche du Rhin comme au plus beau temps de Foch et de Clémenteau ! L'homme du 18 juin symbolise de réveil victorieux et s'en saisit pour nouer avec "son" peuple une très particulière et très noble aptitude à dialoguer sur les sommets. Un chef, des alliés confirmés, une armée qui a pris Berchtesgaden, un Empire africain où l'on a puisé à pleines mains, un siège au Conseil de sécurité de la jeune Organisation des Nations Unies : la France a de fiers attributs de la puissance. Est-ce si vrai ? Ou plutôt, le pays peut-il être à la hauteur de ses ambitions restaurées ?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord prendre en compte une donnée conjonctuelle particulièrement défavorable : la guerre a duré plus longtemps que prévu. Au soleil de l'été 1944, qui pouvait prédire le raidissement désespéré de Hitler, la contre-offensive des Ardennes, la chevauchée trop lente de l'Armée Rouge ? Pouvons-nous même comprendre aujourd'hui avec le cœur quel accablement saisit soldats et civils lorsqu'il fallut "passer" un sixième hiver de guerre ? Et un hiver particulièrement rude succédant à un automne boueux ! Les bals de mai 1945 furent moins animés que ceux de la Libération : les derniers mois de souffrance

(*) Chargé de recherches au CNRS (Institut d'Histoire du Temps Présent)

(1) Voir R. Rémond : "Les problèmes politiques au lendemain de la Libération", dans **La Libération de la France**, Ed. du CNRS, 1976, pp.815-834. On trouvera les principaux faits qui étayent ces remarques dans J.P.Rioux : **La France de la IVe République, t. 1, L'ardeur et la nécessité (1944-1952)**, Ed. du Seuil, 1980.

avaient été insupportables pour les organismes affaiblis et les ardeurs glacées. Sans oublier tant de prisonniers et déportés qui n'eurent plus la force de pouvoir attendre.

Ce terrible jeu de patience suspendit bien des projets et institutionnalisa un vaste "système D". Les ingénieurs en uniforme de Pentagone, pris de cours par l'efficacité militaire des FFI et l'étirement trop rapide du front, avaient été incapables à l'automne d'offrir une logistique adaptée : à la fin de septembre, les chars de Patton ont leur élan stoppé par manque d'essence. C'est donc à une planification très minutieuse, à une patience calculée qu'ils avaient désormais soumis la fin des combats. Les forces françaises, grossies par 140.000 FFI environ, ne reçurent donc aucun équipement en proportion ; l'utilisation souveraine à usage militaire des axes stratégiques de communication et des ports français libérés fut plus stricte que prévu ; les ravitaillements américains pour les civils furent ralentis (220.000 t. de juin à décembre 1944 sur les 700.000 annoncées) ; l'arrière d'une immense armée réquisitionna de la main d'oeuvre et des ressources françaises et entretint quelque nervosité. Priorité absolue pour le front, et, en conséquence pour la force américaine qui l'alimente : le gouvernement provisoire accepta sans tergiverser cet impératif. Il avança certes hardiment quelques pions, dans l'affaire de Strasbourg ou dans celle des cols alpins. Mais il dut prélever des matières premières pour relancer en toute hâte une industrie nationale d'armement : des hommes de De Lattre passaient l'hiver en short. Il confia à François Coulet une délégation d'aide aux forces alliées qui tenta d'adoucir les heurts inévitables. Et pour le reste, il fallut bien compter sur les dernières forces du pays et prendre le risque d'affronter les égoïsmes raffermis par l'attente, les désordres entretenus et l'impopularité sourde. Quelques experts proposaient dès l'automne des opérations chirurgicales sur l'économie et la monnaie, à l'exemple de la Corse ou de la Belgique : on comprend sans peine que le piétinement des hostilités ait fait reculer ces échéances, peut-être désarmorcé bien des hardiesses dans des entreprises passibles de nationalisation "sauvage" et assurément donné une force supplémentaire aux arguments de De Gaulle et de Plevin au printemps 1945 face à Mendès France.

Raidi par les ultimes épreuves, le pays ressasse plus intensément encore son obsession de l'heure, conséquence majeure et quasi-biologique de la guerre : survivre pour mieux

vivre un jour. Le bilan humain des hostilités n'est fort heureusement pas aussi lourd qu'en 1918. Une cynique comptabilité des pertes ne déplore "que" 600.000 tués militaires ou civils de 850.000 départs ou déficits de naissances. Les charges de la collectivité envers les victimes seront moins lourdes et, de fait, la proportion des pensions versées au titre de la seconde et de la première guerre mondiale est de 1 à 10 environ. Mieux encore, le renouveau de la fécondité dès 1942 - et mal perçu encore - a limité les pertes et amorcé l'ardeur nataliste de l'après-guerre. Mais l'économie a enregistré en proportions géométriques l'accumulation arithmétique des catastrophes, crise des années 30, pénuries de l'Occupation et blocages de la Libération. Elle s'étrangle, alors qu'un enfant sur trois présente de forts troubles de croissance, que plus d'un adulte sur deux a perdu du poids, que traumatismes moraux et psychologiques n'épargnent qu'un petit nombre de Français. Retrouver le goût de la vie à l'air libre passe par une vie matérielle normale : cette donnée si forte de l'après-guerre est un peu la quadrature du cercle pour les responsables de l'économie. Comment répondre au formidable appétit de consommation qui lève ? Pourra-t-on astreindre des ventres creux à un plus lourd travail ? Et tempérer très longtemps les impatiences ?

On sait l'ampleur des ruines : 74 départements touchés contre 13 en 1914-1918, des provinces comme la Normandie mutilées pour longtemps, un impérieux besoin de logements neufs chiffré en 1946 par le ministère de la Reconstruction à deux ou trois années de revenu national d'avant la guerre. On mesure très vite les pénuries. Celle des transports, qui atomise le marché, favorise les circuits parallèles et les autarcies, contraint les pouvoirs publics à régler au coup par coup pour endiguer le marché noir, ravitailler les grandes villes et préserver les axes vitaux. Celle du charbon, qu'on ne résorbera qu'en jetant les mineurs dans la course à la productivité et en restreignant les consommations domestiques, puisque toutes les importations sont bloquées. Marché démembré, industries mal équipées et mal approvisionnées, travailleurs épuisés : quand s'amorce dès 1945 la poussée sociale vers le mieux-être, l'indice de la production industrielle est tombé à 38 contre 100 en 1938, à 29 contre 100 en 1929.

On sait aussi combien ce déséquilibre entre l'offre et la demande fut générateur d'inflation galopante, rendit précaire toute politique commerciale, monétaire ou fiscale et conduisit

à mendier des dollars (2). Sur toutes ces questions de fond il fallut improviser ou tergiverser pour mieux concentrer les efforts sur la tâche vitale : le ravitaillement. Quand les producteurs sont maîtres du jeu et ne se privent pas d'exercer leur "patriotique" réflexe de la fraude appris contre les Allemands et les fonctionnaires de Vichy, quand nombre de famille des grandes villes doivent "se débrouiller" au marché noir pour pallier les insuffisances criantes des rations officielles, quand la météorologie elle-même est hostile avec les gels de l'hiver et du printemps 1945 et que la colère populaire gronde, que faire ? Le gouvernement ne peut agir ni sur les importations tant que dure la guerre, ni sur les circuits commerciaux qui s'enchevêtrent dans le gonflement du nombre des petits intermédiaires et des gros requins. A défaut de pouvoir rétablir un marché cohérent, des livraisons régulières et une discipline sociale, il se contente d'éviter l'anarchie que provoquerait un retour à la liberté des prix et d'attendre les bonnes récoltes de 1946.

Au long de ces mois d'angoisse, ses responsables auront fort concrètement appris l'injustice sociale fondamentale de la consommation, humé l'odeur des scandales de la répartition et senti l'enracinement d'un corporatisme qui travaille la société française depuis les années 30. Comités d'organisation hâtivement transformés en offices professionnels, cortèges houleux de ménagères encadrés par des "Femmes Françaises" dévouées au PCF, paysans assis sur leurs lessiveuses, J3 tragiques, "BOF" hargneux, cartes de pain devenues des armes électorales en septembre 1945, "affaire" des vins et pression syndicale sur les salaires : le kaléidoscope des urgences, des faux pas et des égoïsmes insolents est à l'image d'un pays las qui n'en finit pas de subir la guerre. Désormais, il n'y aura pas de définition neuve des règles de la production sans "New Deal" social.

Cette guerre si longtemps présente réserve une dernière épreuve de vérité, l'épuration. Ne nous attardons pas sur les exécutions et condamnations individuelles, qu'elles aient été sommaires ou légales : nous savons bien aujourd'hui qu'avec ses 10.000 victimes du châtement suprême, l'épuration à la française fut autrement clémentine que dans d'autres pays d'Europe, que le "bain de sang" dénoncé à l'époque par une presse américaine à sensation ou par les demi-soldes d'une droite vaincue n'a pas eu lieu, qu'enfin cette violence fut l'envers d'une justice "populaire", puisque les "petits"

furent bien plus durement châtiés que les "gros". Sont plus intéressantes les questions de la massification de l'épuration et celle de l'usage qu'on aurait pu faire de son exemplarité. Car voici aussitôt à l'oeuvre le faisceau des contraintes. Pouvait-on vraiment purger les administrations, les professions et les entreprises de tous leurs éléments douteux ? Les pouvoirs publics, De Gaulle en tête, n'ont pas hésité à répondre par la négative. La raison d'Etat leur interdisait de prendre le risque de détourner de la production et de la gestion des fonctionnaires trop dociles, des capacités trop zélées et des producteurs qui avaient benoîtement honoré leurs carnets de commandes. En conséquence, le Trésor ne mit guère d'acharnement à récupérer les profits illicites de l'Occupation, des commissions administratives répandirent à bon escient quelque poussière sur des dossiers, les comités professionnels locaux transmirent sans rechigner bien des enquêtes sur l'industrie et le commerce à une Commission nationale qui gagna du temps. Survivre impliquait que l'épuration ne disloquât pas les structures de la production et de la société et ne fit pas disparaître une part de leur personnel d'encadrement. Gardons-nous bien de crier au scandale à moindre frais : tout démontre, malgré les anathèmes des Résistants les plus purs, ou les mieux mobilisés pour la circonstance, que la masse des français n'entendait pas saisir le miroir que lui tendait l'épuration. Où allait-on s'il fallait définir collectivement le crime avant de le juger ? Si la chaîne des responsabilités descendait jusqu'au modeste citoyen au silence complice de 1940 à 1944 ? Que la France ait refusé de faire un examen de conscience politique et moral, que l'image pieuse d'une Résistance rassembleuse de la Nation ait été si facilement diffusée et si avidement intériorisée dut avertir les responsables de l'avenir qu'une page bien blanche satisfèrait tous leurs concitoyens. L'acte manqué de l'épuration explique peut-être une part de la détermination avec laquelle le pays fut reconstruit et lancé dans la croissance : le bon vieux proverbe populaire des âmes en peine, "travailler pour oublier", eut peut-être alors quelque consistance historique. Pour le reste, la prétendue grandeur retrouvée suffit à enfouir le malaise dans l'inconscient national.

(2) Voir J. Bouvier : "Sur la politique économique en 1944-1946, dans *La Libération de la France*, op. cit. p. 835-856.

2. Un "Grand" au petit pied

Vainqueur, "groggy" et un bon brin amnésique: la conjonction française de ces trois adjectifs relativise déjà fortement l'aspiration à la puissance. La politique extérieure la plus volontariste ne parvint pas à combler ces handicaps. Non pas que de Gaulle puis Georges Bidault aient manqué d'ambition, d'entregent et même de l'indispensable obstination finasseuse des faibles face aux forts. Leur lutte pour la reconquête du "rang" a des objectifs clairs et légitimes, inscrits dans le programme du CNR et que ne conteste aucune force politique: réinstaller la souveraineté de la France partout où elle s'exerçait en 1939, imposer sa présence dans toutes les négociations qui décideront de l'avenir, mettre l'Allemagne hors d'état de nuire. Ce sont les moyens qui font défaut, et dès les premiers mois. Choisir Staline pour allié privilégié à la faveur du pacte de sécurité signé le 10 décembre 1944 ne vaut pas à la France une invitation à Yalta. Refuser de rencontrer Roosevelt à Alger en février 1945 ne peut pas gommer l'ampleur de l'aide américaine, sans laquelle nos troupes n'auraient pas pu franchir le Rhin. Sur le statut de l'Allemagne surtout, tout au long d'une négociation à épisodes depuis la conférence de Paris de décembre 1945 jusqu'aux accords de Washington d'avril 1949 en passant par la rude négociation de Moscou en mars 1947, la France ne peut que reculer après chaque "non" de ses alliés. Et sur tous les points. C'est du bon vouloir des seuls Anglo-Saxons qu'elle tient son gage territorial d'une zone d'occupation et sa présence à Berlin, tandis que font long feu ses propositions sur le démembrement du Reich, la création d'une Allemagne rhénane ou l'internationalisation de la Ruhr. Le charbon sarrois qui lui revient à partir du 1er avril 1949 ne fait pas oublier que les réparations promises ne seront pas payées par la jeune République fédérale. Sur le fond, il est clair dès septembre 1946 que les Etats-Unis, qui acceptent de lourdes charges matérielles pour éviter à l'Allemagne le chaos, poussent à sa reconstruction politique et économique: une France dominant l'Europe de l'Ouest grâce au dépeçage du Reich ne peut pas entrer dans leurs vues, pas plus que dans celles des Britanniques. Observons néanmoins que ces désillusions françaises, outre-Rhin, fixées après 1947 sur les épineuses questions de l'avenir politique de la Sarre et du réarmement de la RFA, ont sans doute été un des points d'ancrage des hardiesses européennes de la Troisième Force, spectaculairement affichées par

les propositions de Robert Schuman sur la CECA en mai 1950 puis de René Pleven sur la CED en octobre. Jean Monnet a su faire comprendre enfin aux dirigeants français que seule la réhabilitation morale de l'Allemagne lui donnerait le goût de la démocratie et qu'une coopération économique loyale avec elle vaudrait toutes les garanties et tous les contrôles diplomatiques ou militaires. Les promesses de l'Europe adoucissent donc les déceptions.

Cette reconversion dans une politique d'expérimentation qui ajuste mieux les fins aux moyens, satisfait les Etats-Unis qui attendaient depuis longtemps des initiatives raisonnables des pays européens. Ce qui conduit à poser une question-clé de l'après-guerre, celle de leur impérialisme. On aimerait pouvoir fixer avec précision les buts et les moyens de cette diplomatie du dollar que la France aurait subie. Dans l'état actuel de la recherche, avouons que c'est impossible, à moins de vouloir perpétuer anathèmes et enthousiasmes qui fleurirent à l'époque. Contentons-nous de remarquer que la France fût continûment demandeur, que derrière la raideur gaulienne se faufila bien vite la flatteuse ambition de passer pour un allié privilégié de l'Amérique et que ni le "grand capital" d'outre-Atlantique ni la Maison Blanche ne montrèrent d'impatience particulière à marquer leur supériorité ou à prendre des gages. L'affaire de l'AMGOT heureusement réglée avec réalisme de part et d'autre dès les premières semaines de la Libération, les heurts militaires tempérés par une volonté tacite de ne pas aller trop loin, c'est la France aux abois qui assiège Washington dès que les contrats de l'aide prêt-bail sont résiliés en août 1945. Qui aurait pu proposer une politique de rechange? Et avec qui la mettre en oeuvre? Dès décembre 1945, le gouvernement de Gaulle sollicite donc un prêt de 550 millions de dollars à l'Export-Import Bank et nos premiers industriels et techniciens s'envolent pour les Etats-Unis pour s'y initier aux secrets de la réussite économique: il fallut bien en échange faire des concessions sur l'Allemagne et avant même que Washington ne les exige. La politique de grandeur cède ainsi le pas à une négociation financière et économique fort inégale, grosse de conséquences politiques (admisses à voix basse? et par qui?) et que les accords Blum-Byrnes de mai 1946 ouvrent fort clairement. Guerre froide et aide Marshall transformeront en accords militaires et économiques les conversations feutrées et les voyages d'urgence: la dépendance franchit alors un seul, s'officialise et se pérennise, mais change-

t-elle de nature ? Cette fois encore, la France a dû faire le **forcing**, sur l'aide intérimaire qui permettra de passer l'hiver 1947-1948 et de faire partir le Plan d'un bon pied, sur l'ouverture du parapluie militaire américain, prélude à l'Alliance atlantique, demandée par Bidault dès son retour de la conférence de Moscou en avril 1947 pour protéger le pays contre le danger soviétique. La France n'a pas attendu le "Grand schisme" pour "s'aligner" insensiblement depuis 1944. Mais le pas décisif est franchi en 1947 quand les caisses sont pratiquement vides et que les restrictions alimentaires doivent être alourdies. Choisir le bon camp dans la guerre froide, écarter les tentations neutralistes, fut sans doute une décision beaucoup moins idéologique qu'on ne l'a dit. L'essentiel consistait à saisir avidement la bouée de l'aide Marshall. Survivre : l'impératif est toujours pressant. A-t-on sur le moment pesé les conséquences de ce choix nécessaire mais irréversible ? En juillet 1947 Jean Monnet dans un mémorandum remis à Bidault admettait que la France entrait ainsi dans une logique de rupture avec Moscou (3) : de fait les gouvernements de la Troisième Force, qui combattent le communisme en France comme en Indochine, se flatteront d'être les enfants choyés de l'oncle Sam. Pour mieux suivre ce cheminement de la grandeur à l'alignement, il faudrait enfin pouvoir situer clairement les lieux de décision. A l'heure de De Gaulle, c'est assez évident. A celle du tripartisme et de la Troisième Force, on constate que quelques "décideurs", ministres et experts, ont les mains de plus en plus libres face à une opinion angoissée par le ravitaillement - les cartes d'alimentation ne disparaissent qu'en 1949 - et bercée d'illusions sur la place réelle du pays dans le monde, face à des parlementaires peut-être plus novices que ceux de la III^e République dans l'examen critique d'une négociation et à des partis maîtres du jeu mais dont les programmes de politique étrangère ne brillent guère par l'originalité et le réalisme. Sur la myopie des uns et les incantations des autres se développe aisément une politique des "coups" spectaculaires et de la main tendue en permanence, celle de Bidault et de Schuman. Recoupe-t-elle toujours celle de Monnet et des hauts fonctionnaires ?

Opinion endormie ; silences dilatoires et coups de poing qui engagent l'avenir, le tout sous la pression de la nécessité : ces constantes de la politique étrangère valent pour la politique impériale. Car les ambitions y sont tout aussi mal ajustées à la réalité

d'un monde bouleversé par la guerre. Un libéralisme résolu, qui prétend apporter enfin aux indigènes ces Droits de l'Homme réhaussés par le sang des martyrs de la Résistance et des troupes coloniales qui ont durement contribué à la victoire, passera certes en partie dans la loi, de l'abolition du travail forcé jusqu'au statut de l'Algérie de 1947. Mais qui remarque alors qu'il peut conduire à l'assimilation ou au fédéralisme autant qu'à l'émancipation ? A la conférence de Brazzaville comme au titre VIII de la Constitution de 1946, les ambiguïtés sont les mêmes : exporter outre-mer les vertus républicaines régénérées dispense d'examiner les notions explosives de communauté des peuples et de nationalisme militant, auxquelles le conflit mondial a donné partout une singulière virulence, sous l'oeil attendri des Américains et des Soviétiques, qui, dès mai 1942, posaient le principe de l'internationalisation des colonies européennes et ne se privent pas après 1945 de jouer avec le feu des mouvements nationaux. Britanniques et Néerlandais surent tirer les leçons de la guerre. Pourquoi les Français en furent-ils incapables ?

Sans doute le poids des contraintes intérieures fit-il passer les questions coloniales au second plan des préoccupations des citoyens. Sans doute aussi le jacobinisme instinctif de tous les maîtres de l'heure - le MRP, qui seul pouvait innover, s'aligne bien vite - permit-il de camoufler en bonne conscience outragée les politiques de force : un Marius Moutet en est un bel exemple. Mais l'absence de grand débat national conduit à penser que chacun s'accordait pour remettre à plus tard l'examen de ces questions, quand la France aurait repris vigueur. On sait quels furent les résultats de cet attentisme : attermoissements en métropole, immobilisme sur le terrain, plans inapplicables et répression franche. Ici encore, l'éloignement des territoires "administrés" aidant, est posée la question de l'épuration - pensons au personnel civil et militaire en Indochine ou à Madagascar -, de la mobilisation des compétences pour la seule métropole épuisée et du cavalier seul de quelques grands négociateurs - pensons à d'Argenlieu en Indochine ou, plus tard, à Juin au Maroc : une histoire de l'autorité de Paris sur le domaine colonial, une sociologie des administrateurs et de leurs amis ne manquerait pas d'enseignements.

(3) Ce texte étonnant est reproduit dans V. Auriol: **Journal du septennat, 1947**, A. Colin, 1970, p.695-699

Ne négligeons pas également le poids des grands intérêts locaux ni la facilité avec laquelle ils peuvent à Paris s'ériger en groupes de pression sur la presse, sur le personnel parlementaire et administratif d'une République qui retrouve paresseusement en ce domaine les vieilles faiblesses de la IIIe: l'itinéraire d'un René Mayer vaudrait d'être conté tout comme l'histoire si mal connue de ce "Fond d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer", lancé dès avril 1946 et dont le saupoudrage de milliards ne semble pas avoir jamais marqué les pays concernés.

Inconscience des uns et détermination des autres se conjuguent par temps de crise. N'en citons qu'une, exemplaire, celle de l'été et de l'automne 1946. Alors que les élus d'outre-mer participent avec loyauté aux travaux constitutionnels et n'expriment aucun nationalisme violent à propos de la future Union Française, voici que la grande parade des "Etats Généraux de la colonisation française" rassure les grands colons et leurs hommes de main en métropole. Dans le même temps, d'Argenlieu fait proclamer une République autonome de Cochinchine, sans que ni Gouin ni Moutet n'aient le courage de le désavouer : la nouvelle atteint Hô Chi Minh dans l'avion que le conduit à la conférence de Fontainebleau. Celle-ci dès lors ne peut plus aboutir. Bidault, succédant à Gouin le 19 juin, ne veut rien céder, fort d'une lettre que le général Leclerc a cru devoir envoyer à Maurice Schumann et qui assure que la France gagnera la partie dès que son "grand ennemi" - Hô Chi Minh - sera abattu. D'Argenlieu est donc libre de préparer le bombardement d'Haïphong du 23 novembre, qui ouvre les hostilités. Une violente campagne de presse contre toute "politique d'abandon", manipulée par le lobby indochinois, avait soigneusement préparé l'opinion à subir passivement l'inévitable : le MRP et les radicaux acquiescent, les socialistes balbutient quelques remarques, les communistes se taisent ; les Français pensent au charbon pour l'hiver et au pain de chaque jour.

Une guerre épuisante, une grandeur sans moyens, un atlantisme de raison, un humanisme colonial qui vole en éclat devant les nationalismes : la brutale conjugaison de ces épreuves laisse désarmés les Français et leurs dirigeants. Tous s'obstinent à vouloir tourner la page sans prendre la peine d'y lire les avertissements : ils rentrent dans le rang à reculons, sans comprendre que le destin du pays se joue largement en dehors

de l'Hexagone. Des gouvernements dépossédés de la maîtrise des événements, des Français aveuglés qui aspirent aux douceurs de l'expansion : la France aurait-elle été portée au-delà d'elle-même par sa victoire de 1945?

3. Le tout-à-l'Etat

On pouvait craindre que cet aveuglement au monde entretint à l'intérieur un activisme satisfait. De fait, dans la valse confuse des ruptures et des continuités qui entraîne la France libérée, on entendit des cocoricos qui rappelaient 1792 ou 1848, on affirma que le sort de la planète se jouait dans quelques effets de tribune, de plume ou de mitrailleuse tricolores. D'aucun pensaient même que la route était toute tracée de la Résistance à la Révolution. Avec le recul du temps, nous frappent au contraire la rapidité de l'apaisement et la promptitude avec laquelle fut remis à l'Etat le soin d'assumer le destin de la Nation. Forts de cette confiance, les reconstructeurs de l'économie ont pu légitimement croire que la France était enfin mûre pour la modernité.

La Résistance avait été bien plus un réflexe patriotique assorti de vues ambitieuses sur l'avenir qu'une ardeur révolutionnaire ou l'antichambre d'un "double pouvoir". Elle avait été continûment minoritaire dans un pays où le silence et l'attentisme avaient pesé plus lourd que les engagements idéologiques. Ces constats banals - et si difficiles à admettre aujourd'hui encore après presque quarante années de pieux discours ! - donnent pourtant le plus solide fil conducteur dans l'histoire de l'après-guerre. N'est-ce pas en prenant les rênes de l'Etat que la Résistance devint un coup unanimiste ? En conviant tous les Français, quelques traîtres exceptés, à partager l'ardeur d'une élite du sacrifice si attachée aux valeurs essentielles qu'elle donna à l'ordre retrouvé un frisson de hardiesse et un singulier pouvoir de mobilisation ? N'avait-elle pas voulu se rassembler précisément sur la question du pouvoir d'Etat ? Dès lors, on peut soutenir qu'avant le débarquement de juin 1944 la meilleure part du destin national était scellée. Après lui, la marge de manoeuvre de l'activisme est réduite, la table rase n'est pas de saison et les plans soigneusement mûris à Alger peuvent être mis en application sans crainte d'un désaveu. La Libération ouvre certes une période de tensions politiques et sociales, de contraintes imprévues. Mais si l'exercice du pouvoir pose alors un problème, la course à sa subversion n'est pas engagée : aucun

responsable ne met ouvertement en doute cette donnée.

Depuis septembre 1941, à Londres, à Alger, comme en métropole, tout il est vrai a été mis en oeuvre pour qu'un pouvoir central incontesté prenne en charge le pays sans solution de continuité à la Libération. Une impressionnante batterie d'ordonnances fut mise en place en prélude à l'installation du Gouvernement provisoire le 2 juin et au rétablissement de la légalité républicaine le 9 août. Sur proposition du Comité général d'études furent choisis avec grand soin ces Jacobins d'excellence, héritiers de Jean Moulin - commissaires de la République, préfets, secrétaires généraux, délégués et administrateurs - qu'Alexandre Parodi a fait acheminer et installer dès avant le mois de juin lorsque c'était possible. Ils appliqueront à la lettre l'ultime consigne du général de Gaulle : "Les formes et les actions multiples de notre admirable Résistance intérieure sont des moyens pour lesquels la nation lutte pour son salut, l'Etat est au-dessus de toutes ces formes et de toutes ces actions". Dans une France éparsée et épuisée, le sens de l'Etat sera le seul ciment efficace, qui prolongera en unanimité nationale l'unité de la Résistance. Cette vigilance républicaine fait peut-être prendre le risque de rebâtir une France du passé, elle abritera à l'occasion une remise en selle des vieux intérêts et des féodalités de toujours : c'est le prix qu'il fallait payer pour jeter les Français vers l'avenir en leur évitant de connaître ce que François Closon, qui avait tant bataillé et avec succès depuis l'été 1943 pour que les Comités départementaux de Libération avalisent ces dispositions, nomme si justement "l'effroi du néant" (4).

Ces textes et ces hommes de rassemblement ont reçu l'aval de toutes les forces politiques et, malgré quelques remous, du CNR lui-même. Les instructions de ce dernier pour la Libération du territoire, lancées le 15 mars 1944 et plus connues sous le vocable taillé un peu large de "programme" du CNR, n'en appellent-elles pas, contre tous "les ferments de divisions", à l'union de tous autour du gouvernement et de son chef? Les mouvements de Résistance savent bien qu'en serrant les rangs ils conservent quelque chance d'être entendus après la victoire. Les partis socialistes et démocrates-chrétiens en plein renouveau sentent déjà que les moissons sont proches. Les autres, radicaux, Alliance démocratique ou Fédération républicaine, ressuscités pour la circonstance par de Gaulle en personne, sont trop heureux

de pouvoir être encore conviés au chevet de la France.

Et surtout, fait capital, le Parti communiste s'est lui aussi rallié. Le voyage de Fernand Grenier à Londres en janvier 1943 était bien le signe d'un choix sans retour pour un compromis historique, l'alliance avec la "bourgeoisie" patriote incarnée par de Gaulle, qui l'emporte désormais sur les politiques antérieures de Front populaire ou de rassemblement exclusif autour de la classe ouvrière et de "son" parti. Combinant directives de Moscou et intérêts français du Parti, la stratégie de Front National ainsi modulée, après maints détours, parie elle aussi sur l'unité de la Résistance, sur la restauration d'un Etat plus proche du peuple et sur un patriotisme unanimiste qui conduira à la victoire. "L'union de la nation française doit nous être plus chère que la prune de nos yeux", lance Thorez à Radio-Moscou le 11 septembre. On peut épiloguer sans fin sur les remous internes que cette stratégie a pu provoquer, opposer les "Algérois" aux "moscoutaires", Marty, Tillon ou Frachon à Duclos et à Thorez c'est mal connaître la discipline léniniste d'un Bureau politique et la verve du stalinisme de tous ses membres que de croire à l'avenir de ces divergences potentielles. Grenier, Billoux et Tillon seront des ministres loyaux du Général dès la première heure, le Parti ne bronche pas quand il est pratiquement écarté de la nouvelle administration, la CGT ne tente pas de faire sortir la grève générale insurrectionnelle de son cadre militaire, et l'on sait le rôle déterminant de Thorez, rentré en France le 27 novembre, dans la liquidation de toutes les agitations subalternes autour des milices patriotiques. Les communistes baptisent l'Union sacrée et ne marchandent pas leur concours à une "révolution par la loi". Thorez sera un excellent Ministre d'Etat.

Gardons-nous, bien entendu, de schématiser, La Libération ne s'aligne pas toujours sur les épures tracées à Alger ou à Londres. L'élan patriotique eut-il même la force escomptée ? Sans parler des Résistants de la onzième heure, il fallut bien admettre du côté des communistes et de la CGT que l'insurrection ouvrière n'eut pas la vigueur prévue dans les grandes villes, Paris et Marseille exceptées. La "levée en masse" fut moyenne : 140.000 FFFI, environ, on

(4) F. Closon : **Le temps des passions**, Presses de la Cité, 1974, p. 193.

l'a vu, sur les 400.000 que l'on aurait pu rassembler, rejoignent de Lattre ou Leclerc. Et la lutte de classes, au hasard d'une centaine d'entreprises occupées et gérées par leurs ouvriers ou des épurations sommaires, sut reprendre ses droits. Le jeu des communistes enfin, ne fut pas si clair. Au fond des départements, certains d'entre eux participent à l'excitation de groupes bigarrés qui veulent contrôler une légalité "populaire". Ils télé-commandent bien des CDL contre les Commissaires de la République. Ils mobilisent sur le moindre incident le dense réseau des organisations amies, soutiennent les revendications les plus légitimes mais, hélas, les plus irréalistes sur le ravitaillement. Auraient-ils eu deux fers au feu, des stratégies de rechange et un double langage ? Ont-ils attendu un temps l'arrivée de l'Armée rouge porteuse d'un socialisme expéditif (5) ? Ou se contenteraient-ils de pousser leurs pions pour les combats futurs de la démocratie ? Quoi qu'il en soit, ils contribuent à nourrir l'incertitude jusqu'en janvier 1945 et à donner consistance aux bruits qui courent sur la réalité d'un "double pouvoir".

Il y eut certes des vellétés subversives. Déclarations incendiaires, coups de main hardis, refus d'obéissance aux autorités légales : le catalogue est facile à établir et plus d'un représentant de Paris trembla sur son siège (6). Mais, sur le fond, un avenir "soviétique" des pouvoirs locaux issus des combats de la Libération était-il possible, quand l'armée américaine est sur place, que des communistes siègent au gouvernement et que la masse de la population ne semble pas se laisser distraire du souci matériel du lendemain ? On serait au contraire tenté de souligner combien la tournée de De Gaulle en province en septembre-octobre fut efficace, de comptabiliser les CDL qui se coupèrent de leurs administrés en quelques semaines, de chanter les louanges des commissaires de la République (7). Au bout du compte, la bataille de l'ordre fut gagnée parce que la majorité des Français était attentiste et ne souhaitait qu'une chose en priorité - les sondages, cette fois encore, sont éloquentes - : être gouvernés.

A voir l'Etat républicain se réinstaller sans trop de peine, faudrait-il donc parler d'une "restauration" précoce ? Et entonner le lamento connu sur l'échec de la Résistance ? N'oublions pas que les partis, les mouvements et de Gaulle tiennent le même langage sur les options vitales : quelques éditoriaux bravaches d'une presse nerveuse ne changent rien à cette donnée fondamentale. La mystique de l'engagement ou la volonté d'en

finir au plus vite, lisait-on dans **Combat**, "avec l'esprit de médiocrité et les puissances d'argent" ne mobilisèrent pas durablement les forces vives du pays. On sait combien le "travaillisme" d'une poignée de Résistants fut inconsistant, combien le verrouillage communiste du Front national et de la CGT fut solide et comment les comités de Libération furent prestement balayés aux élections municipales d'avril-mai 1945. Et comment ne pas voir que les nouvelles élites dressées par la Résistance ont oeuvré continûment à la reconstitution et au rajeunissement des partis, ont cru détenir enfin les secrets d'une démocratie organisée et ont animé des institutions républicaines auxquelles les Français se rallient comme à un moindre mal en 1946 ?

Seuls ceux qui mettaient dans la Résistance plus qu'elle ne pouvait contenir ont pu crier au voleur ou condamner d'insensibles détournements d'intention. Qu'elle est frappante au contraire la rapide et déterminée reconstitution de notre vie politique sur des airs anciens ! Le MRP naît dès le 26 novembre 1944, liquidant le vieux contentieux entre les catholiques et la République, la SFIO ambitionne de devenir le premier parti du pays, les communistes sont présents partout, radicaux et indépendants asphyxiés depuis 1940 redonnent signe de vie. Une Assemblée provisoire puis constituante qu'animent les partis retrouve avec délices dès l'automne, et au vif mécontentement du chef du gouvernement qui n'y survivra pas, les vieilles ruses de la guérilla parlementaire. Et que dire des clameurs laïques du SNI ou de la Ligue de l'Enseignement dès septembre 1944 ? Les mouvements de Résistance sont très tôt pris de vitesse ou court-circuités. L'inusable thème de l'union des combattants de l'ombre ne servira plus qu'à enjoliver les campagnes électorales. A-t-on au reste jamais trouvé dans notre histoire démocratie aussi enracinée et aussi efficace, quand trois partis au pouvoir rassemblent les suffrages de trois Français sur quatre ? Les continuités l'emportent donc

(5) Voir S. Courtois : **Le PCF dans la guerre**, Ed. Ramsay, 1980, chap. 15 et 16 et J.P. Rioux : "La double stratégie des communistes à la Libération", **Le Monde-Dimanche**, 23 Novembre 1980.

(6) Voir G. Madjarian : **Conflits, pouvoirs et société à la Libération**, UGE "10-18", 1980.

(7) Voir Ch. - L. Foulon : **Le pouvoir en province à la Libération**, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 1975.

sur les impatiences. Peut-être parce que seules des règles de jeu éprouvées permettaient d'envisager l'avenir sans effroi et n'ajoutaient pas une contrainte supplémentaire, l'aventure, aux périls de l'heure ? Dès avril 1945, 79 % des Français définissaient la Résistance comme un rassemblement patriotique et seuls 12 % d'entre eux souhaitaient qu'elle fondât son propre parti.

Des équipes rajeunies, des compétences préservées par une épuration raisonnable, une soif de renouveau qui se coule dans un moule ancien : l'Etat républicain retrouvé devient ce lieu géométrique où se dénouent les contradictions, où cohabitent ambitions et contraintes. Est-ce un hasard si ses serviteurs deviennent alors une force sociale plus affirmée et plus efficace, avec ce long cortège de grèves de la fonction publique et qui souvent donne le ton à la revendication de toutes les professions, avec en contrepartie des acquis aussi irréversibles que la création de l'ENA ou le statut de la fonction publique ? Et si sa victoire politique est si implacable, n'est-ce pas qu'aboutit enfin cette réflexion sur sa nature moderne amorcée depuis les années 30 ? La gauche socialiste et communiste croit naïvement - mais avec quelle force ! - que l'Etat rénové se détachera du capitalisme ou que son investissement par la force du peuple démocratisera son autorité. De Gaulle et le MRP, par patriotisme ou sens de la justice sociale, souhaitent repeindre de vives couleurs son vieux jacobinisme. La droite en déliquescence, le patronat, la bourgeoisie en pleine restructuration sentent à temps qu'il ne serait pas malhabile de faire laver par la collectivité toute entière carences et fautes passées de la libre entreprise et des "élites naturelles". Comment ne pas remarquer à l'inverse que ceux qui refusent cette toute-puissance de l'Etat, les classes moyennes et la paysannerie, seront les mal-aimés de l'expansion, les mal-lotés de la protection sociale, les clients de Gingembre ou de Poujade et les barreaux de route ?

Ne serait-ce pas, en dernière analyse, l'aube

éclatante de l'Etat-Providence qui donna une telle force opérationnelle aux propositions de gouvernement et permit de surmonter les contraintes, au moins jusqu'en 1947 ? N'oublions pas avec quelle détermination Résistants neufs et politiciens plus usagés, toutes opinions confondues à l'Assemblée comme au gouvernement, dans les partis comme dans les syndicats, ont imposé ce "New Deal" social tant attendu et si indispensable pour mettre en route la reconstruction. Avec les comités d'entreprise, le retour à la liberté syndicale et les premiers pas de la Sécurité Sociale, avec les nationalisations, voici l'Etat qui prend du poids. Il garantit un regard ouvrier sur la gestion et l'animation de l'entreprise. Il encourage l'encadrement des professions en érigeant en interlocuteur permanent un syndicalisme qui s'affirme chez les fonctionnaires ou les ouvriers et s'étale plus avant vers le patronat, les cadres, les classes moyennes et les agriculteurs. Il promet de faire enfin couvrir par tous les risques de chacun et allège déjà dans des millions de foyers le poids de la maladie et de la vieillesse. Or, cette croissance perceptible par tous et dont on ne juge encore que les plus heureux effets, s'inscrit dans la continuité des plus vivaces aspirations de la société française au XXe siècle : dignité et organisation des travailleurs, mieux-être pour tous. C'est sans doute pour avoir superbement tenté de répondre à ces vieilles attentes que l'Etat put si efficacement faire admettre au pays contraintes et ruptures de la Libération et se parer d'un si exceptionnel halo de confiance. La reconstruction de l'économie, avec cette furieuse bataille de la production qui prolonge à sa manière les engagements de la guerre, avec cette obsession de puissance qui compense sans doute bien des désillusions à l'extérieur, avec cette fascination de la page blanche qui met en sommeil les vieux cauchemars, c'est donc lui, et lui seul, qui pouvait la diriger et la mener à bien. L'enjeu majeur de l'après-guerre est dès lors clairement cerné : cette irruption de l'Etat sera-t-elle un acquis irréversible ou une banale solution d'attente ?

LISEZ

L ' H I S T O I R E , REVUE MENSUELLE
(PUBLIEE PAR LE SEUIL / LA RECHERCHE)

Le n° 20 F dans les kiosques. Abonnement mensuel : 165 F

S'adresser à l'Histoire - 57, rue de Seine - 75006 PARIS